

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE RELATIF A L'EXTERNALISATION DE LA GESTION DES ARCHIVES COURANTES ET INTERMEDIAIRES DE L'ANCT

Accord-cadre de fourniture passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1-3
du Code de la commande publique.

ACHETEUR PUBLIC
Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)
20 avenue de Ségur
75007 PARIS

Courrier
Bâtiment Ségur,
TSA 10717 -75334 PARIS CEDEX 07

Représenté par Henri PREVOST ,
Directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/>

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, tous les documents liés à ce marché utilisent la langue française. Tous documents rédigés en langue autre doivent faire l'objet d'une traduction fidèle en langue française.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ, PROCÉDURE, FORME DU MARCHÉ ET FORME DES NOTIFICATIONS.....	3
ARTICLE 3. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4. PRESTATIONS ATTENDUES	5
ARTICLE 5. MODALITÉS D'EXÉCUTION ET DE SUIVI	11
ARTICLE 6. BONS DE COMMANDES	13
ARTICLE 7. PRIX	14
ARTICLE 8. FACTURATION ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	15
ARTICLE 9. ASSURANCES	17
ARTICLE 10 OBLIGATIONS DE RÉSERVE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	18
ARTICLE 11. RESILIATION	20
ARTICLE 12. PÉNALITÉS	22
ARTICLE 13. CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE <ET PLATEFORME E-ATTESTATIONS	23
ARTICLE 14. RÈGLEMENT DES LITIGES LIÉS AU MARCHÉ	23
ARTICLE 15. DÉROGATIONS AU CCAG	24

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'externalisation de la gestion des archives publiques intermédiaires de l'ANCT.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ, PROCÉDURE, FORME DU MARCHÉ ET FORME DES NOTIFICATIONS

2.1 Pièces contractuelles du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord cadre sont par ordre décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des prix unitaires) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 1^{er} avril 2021 ;
- L'offre du titulaire ;

Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

2.2 Procédure du marché :

L'accord-cadre est passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1-3 du Code de la commande publique et de l'avis relatif aux contrats de la Commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques figurant en annexe 3 du Code de la commande publique.

Code CPV : (Services spécifiques) 79995100-6 Service d'archivage.

2.3 Forme du marché :

Le présent accord-cadre mono-attributaire s'exécute par bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum. Le montant maximum sur la durée totale (reconductions incluses) de l'accord-cadre est de 192.000 HT

Ce marché est conclu à prix unitaires indiqués dans le BPU annexé à l'acte d'engagement.

Les bons de commandes, passés en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, s'exécutent au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

L'exécution peut s'effectuer jusqu'à 3 mois après la fin de l'accord cadre.

2.4 Allotissement :

L'ANCT décide de ne pas allotir, conformément à l'article L2113-11-2, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

2.5 Forme des notifications :

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur, qui font courir un délai, est faite :

- ⇒ Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié contre récépissé (remise en main propre) ;
- ⇒ Soit par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ;
- ⇒ Soit par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment courriel ou télécopie) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception ;
- ⇒ Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

2.6 Marchés de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, après une éventuelle négociation, sans publicité ni mise en concurrence préalable, la réalisation de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

2.7 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique et des dispositions du présent CCP, l'accord cadre est susceptible d'être modifié dans les hypothèses suivantes :

- matériels ou services supplémentaires devenus nécessaires en cours d'exécution et ne figurant pas dans le marché initial ;
 - ajustement de la durée de l'accord-cadre, des modalités d'exécution des prestations ou des coûts des prestations, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- Modifications de faibles montants ;
Prise en compte de modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite par l'ANCT est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception. Les hypothèses visées ci-dessus donnent lieu, en cas d'accord des Parties sur la ou les modification(s) à apporter au marché à la conclusion d'un avenant. En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

3.1 Durée du marché :

Le marché prend effet à sa notification pour une durée de 24 mois. Le marché peut ensuite être reconduit 2 fois pour des périodes de 12 mois. Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Cependant en cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée 2 mois avant la fin du marché.

3.2 Délais d'exécution :

Sauf mention contraire, les délais d'exécution des prestations listées à l'article 4 courent à compter de la validation du devis par l'ANCT. Ce devis doit être transmis à l'ANCT au plus tard 48 heures après réception par le titulaire de la demande qui lui est envoyée par l'ANCT.

ARTICLE 4. PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations comprennent la prise en charge de l'externalisation des archives de l'ANCT, leur enlèvement, leur transport, le stockage, la conservation de l'ensemble des archives confiées par l'ANCT, la communication de documents, éventuellement la fourniture de cartons, la destruction d'archives, ainsi que la restitution des archives à l'ANCT en fin de contrat, à l'exception de celles qui auront fait l'objet d'une destruction après visa de la Mission des archives compétente. Les archives sont celles de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Ces archives sont conservées sur support papier.

A titre accessoire, des archives publiques courantes peuvent également être externalisées.

4.1 Le lieu de stockage et de conservation des archives de l'ANCT

4.1.1 Agrément du lieu de stockage

Le titulaire s'engage à stocker et à conserver les dossiers sur des sites qui ont reçu l'agrément du ministère de la Culture. A titre d'information, les archives de l'ANCT sont actuellement stockées sur les sites suivants :

- 1/ Combs la Ville (77380), 180, Boulevard Maurice Faure
- 2/ Nuits Armançon (89390), 65, Rue du Maréchal Leclerc, bâtiments 23 à 27
- 3/ Gondécourt (59147), ZI, rue de la Barre

Les archives stockées sont réparties de la façon suivante :

La volumétrie des sites 1 & 2 est de 685,5 ML.

La volumétrie du site 3 est de 367 ML.

Ces volumétries sont celles en date du 28 novembre 2025 juin 2024. Cette volumétrie peut évoluer à la baisse ou à la hausse d'ici à la notification du présent marché.

Les conditions d'accès aux espaces de travail sont transmises par l'ANCT en amont des prestations.

Le titulaire doit obligatoirement avoir fourni son ou ses arrêtés d'agrément avant la signature du marché.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à déplacer à ses frais les archives stockées depuis un site non agréé vers un site agréé dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date de notification. Il assurera la protection des archives qui lui sont remises à l'égard des tiers ou de tout événement matériel.

En cas de retrait d'agrément par le ministère de la Culture ou de non renouvellement de l'agrément, si le titulaire n'est pas en capacité d'assurer le transfert et la conservation des archives de l'ANCT sur un site agréé, le marché sera automatiquement résilié par l'ANCT, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité quelconque. Les frais de prise en charge, comprenant la recherche des boîtes, l'extraction des boîtes, la mise sur palette avec étiquettes apparentes et le transport des archives à destination d'un autre lieu de stockage, sont à la charge du titulaire.

Lors de ce transfert, le titulaire du marché doit fournir à l'ANCT le volume exact transféré (mètres linéaires et nombre de cartons) et la liste des cartons par palette. Il est tenu de restituer l'ensemble des inventaires.

Le titulaire indique impérativement dans le mémoire technique l'adresse géographique du ou des lieux de stockage proposés et les bâtiments utilisés si l'ensemble du site ne fait pas l'objet d'un agrément.

4.1.2 Lieu de stockage

Ces locaux doivent également être sécurisés contre les intrusions, les dégâts des eaux et les incendies.

Le titulaire s'engage à ne pas déplacer les archives de l'ANCT sur un autre site sans l'accord explicite de ce dernier. Il s'engage à ne pas dégrader les conditions initiales de conservation sur le nouveau site. Si le titulaire procède à des modifications ou à des évolutions techniques, l'ANCT est informé des prestations mises en œuvre par le titulaire.

L'éclairage naturel doit être limité, l'idéal étant de 1/10e de la surface des façades en surfaces vitrées. Les locaux sont secs et ventilés et présentent un taux d'hygrométrie convenable

4.1.3 Sécurité des bâtiments

Le titulaire s'engage à respecter la législation et la réglementation relatives à la sécurité des bâtiments et à la protection de l'environnement, en particulier ce qui concerne la législation sur les installations classées (Art L.511 à L.517 du Code de l'environnement) ainsi que les règles préconisées par la Commission plénière des assurances des biens et responsabilité.

Les archives sont conservées dans les sites agréés du titulaire conformément à la réglementation en vigueur en matière d'archives publiques

Pour chacun des sites dans lesquels les archives de l'ANCT sont stockées, les déclarations d'installation classée de la DREAL, l'attestation de non situation en zone inondable et le descriptif du système de sécurité incendie et de la sécurité anti-intrusion, doivent pouvoir être consultés à tout moment, au siège social du titulaire, en raison notamment de leur caractère confidentiel.

4.1.4 Contrôle d'accès

L'ensemble des locaux doit être équipé d'un système anti-intrusion.

A la demande de l'ANCT, le titulaire doit fournir la justification de la mise en place d'un dispositif d'interdiction d'accès à toute personne étrangère au service et d'une procédure de sécurisation des accès.

4.1.5 Incidents

Pour tout type d'incident touchant les archives de l'ANCT (dégât des eaux, incendie...), le titulaire doit prévenir l'ANCT dans les plus brefs délais, par tous moyens appropriés.

4.1.6 Prévention contre les dégâts des eaux

Les zones de conservation des archives ne doivent pas être en zone inondable. Le premier niveau de stockage doit se trouver à 10 cm du sol minimum.

À tout moment, l'ANCT se réserve le droit de demander au titulaire la preuve du caractère non inondable des zones où sont conservées les archives intermédiaires ou courantes de la personne publique.

4.1.7 Opérations de contrôle

À tout moment, l'ANCT, la Mission des archives compétentes et ou son représentant peut s'assurer sur place du respect de ces conditions, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

À tout moment, l'ANCT se réserve le droit de demander au titulaire de revoir ses conditions de conservation si elle estime que celles-ci sont inadaptées ou se sont dégradées. La modification se fait alors sans surcoût pour la personne publique.

La Mission des archives compétente ou son représentant dispose également d'un droit d'accès dans les conditions précisées ci-avant, aux archives publiques confiées au titulaire afin de s'assurer sur place du respect de leurs bonnes conditions de conservation, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat.

Le non-respect de ces obligations est un motif de résiliation du marché.

4.2 La conservation des archives courantes et intermédiaires de l'ANCT par le titulaire

Le volume du stock conservé est établi pour un semestre. Le stockage des archives de l'ANCT est anonyme. Les conteneurs ne doivent porter aucune référence sur l'identité du propriétaire des archives.

A ce titre et pour des commodités de gestion, il est très souhaitable que ce système d'information soit accessible en ligne de manière sécurisée. L'ANCT doit pouvoir avoir accès en ligne à son compte personnel (coordonnées, liste des correspondants archives, tableau de bord de gestion des mouvements), consulter ses instruments de recherche, effectuer des recherches de document, demander des documents en consultation, lire et télécharger des documents demandés, demander des éliminations, des réintégrations etc. Les données du système d'information doivent être sauvegardées sur un site déporté permettant leur protection.

Le titulaire assure la saisie informatique des informations nécessaires à la gestion informatique des cartons d'archives. Des informations complémentaires concernant l'inventaire pourront être saisies soit par l'ANCT soit par le titulaire.

Le titulaire doit certifier employer du personnel qualifié ou ayant reçu une formation spécifique actualisée pour assurer l'ensemble des opérations permettant la prise en charge et la conservation des archives.

Tout le personnel employé par le titulaire doit être soumis au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article L211-3 du Code du patrimoine et par l'article 226-13 du Code Pénal. Un engagement de confidentialité devra être signé par l'ensemble du personnel du titulaire.

Le titulaire apporte une attention particulière à la protection contre la poussière et l'humidité, à la propreté des moyens mis en œuvre ainsi qu'à celle de ses locaux et aires de conservation.

4.3 Recherche, communication, restitution et réintégration des documents

Les besoins de consultation de l'ANCT peuvent être de deux ordres :

- demande de communication administrative (sortie temporaire)
- demande de restitution (sortie définitive)

Ces prestations de recherche, de communication, de restitution et de réintégration de documents sont exécutées selon plusieurs délais s'il s'agit d'une demande dite normale, d'une demande urgente, d'une demande de consultation sous format dématérialisé.

Les demandes de communication administrative ou de restitution sont adressées au titulaire, par fax, par courriel ou par écrit. Les personnes habilitées à faire ces demandes sont le référent de la mission archives de l'ANCT ou, le cas échéant, les agents du service moyens généraux et logistique de l'ANCT.

4.3.1 Recherche

A la demande de l'ANCT, le titulaire procède à la recherche des cartons d'archives concernés. Soit l'ANCT sollicite le titulaire en lui communiquant la référence du carton à rechercher (intitulé dans le BPU soit « Recherche » soit « recherche livrée en urgence ») soit l'ANCT sollicite le titulaire sans référence et se fait assister du titulaire pour identifier le carton recherché (intitulé dans le BPU « Recherche Assistée »).

Le délai d'une recherche est de 48 heures à compter de la validation du devis par l'ANCT.

Le délai d'une recherche livrée en urgence est de 24h à compter de la réception par le titulaire de la demande de l'ANCT.

Le délai d'une recherche assistée est fixé conjointement par le titulaire et l'ANCT.

4.3.2 Communication

Sur demande de l'ANCT, le titulaire livre les archives demandées ou les cartons d'archivage commandés dans les locaux de l'ANCT situés au 20 avenue de Ségur, 75334 Paris cedex 07. Les cartons sont transportés sur le site de l'ANCT dans des conditions garantissant la sécurité et la confidentialité des archives.

Le titulaire doit également être en capacité d'assurer une communication dématérialisée d'un document. Le titulaire doit identifier le document demandé, procéder à sa numérisation et le transmettre à l'adresse de messagerie indiquée.

Un bon de livraison sera émis par le titulaire lors de la remise des cartons d'archives à l'ANCT.

4.3.3 Restitution

Lors d'une restitution, le titulaire doit s'assurer de la suppression du stock des boîtes concernées dès la réception de la demande de l'ANCT et en apporter la preuve à l'ANCT.

4.3.4 Réintégration

A l'issue de la communication des documents, le titulaire vient rechercher les cartons ayant fait l'objet d'une consultation administrative et les réintègre dans ses locaux.

Le titulaire doit venir récupérer les cartons consultés sur le site de l'ANCT dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception par le titulaire de la demande de l'ANCT.

Un bon de livraison sera émis par le titulaire lors de la réintégration dans leur carton d'origine chez le titulaire.

4.4 La consultation et l'enlèvement sur place

La consultation et l'enlèvement sur site doivent être possibles, et le titulaire en prévoit les procédures.

L'ANCT doit disposer d'un droit d'accès permanent pendant les jours et heures ouvrés aux archives publiques confiées au titulaire, sous réserve de l'en aviser et de lui transmettre la liste des cartons à consulter au moins 48h à l'avance.

La Mission des archives compétente ou son représentant dispose également d'un droit d'accès dans les conditions précisées ci-avant, aux archives publiques confiées au titulaire afin de s'assurer sur

place du respect de leurs bonnes conditions de conservation, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat.

4.5 La destruction des archives

Le titulaire ne pourra procéder à des destructions d'archives que sur demande écrite de l'ANCT accompagnée d'un visa de la Mission des archives compétente. A défaut de ce visa, le titulaire ne peut procéder à aucune destruction.

Le titulaire procède à la recherche et l'extraction des documents à détruire et au transport vers le lieu de destruction. La destruction matérielle des archives doit se faire dans des conditions pratiques garantissant la confidentialité des documents (art. R212-14 du code du patrimoine).

Les archives sont décomptées de la gestion courante des stocks conservés dès la validation du devis par l'ANCT et transmission d'un visa de la Mission des archives compétente au titulaire.

Après destruction, le titulaire doit fournir un certificat de destruction à l'ANCT qui en adresse une copie à la Mission des archives compétente et un état des stocks à jour

4.6 La restitution des archives

A la fin de du marché (à son non-renouvellement ou en cas de résiliation), ou au cas où une autre entreprise sera choisie pour stocker et conserver les archives de l'ANCT, le titulaire doit restituer les archives dans un délai maximum de soixante-cinq (65) jours ouvrés à compter de la notification d'une demande de restitution émanant de l'ANCT. Le titulaire procède à la recherche, l'extraction, la mise en palette et la mise à quai des cartons concernés.

Le titulaire s'engage à détruire intégralement les copies des archives qu'il aurait pu effectuer pendant la durée du contrat.

Il donne accès aux locaux concernés par la restitution des archives à l'ANCT ou, le cas échéant, au nouveau titulaire retenu par l'ANCT. Le planning des opérations de transfert s'établit en concertation entre l'ancien titulaire, l'ANCT et le nouveau titulaire.

Le titulaire doit fournir l'inventaire des archives dans un format standard et exploitable, ainsi que la liste des boîtes qui ne seraient pas revenues d'une communication administrative.

4.7 Prise en charge d'archives, fourniture de cartons, enlèvement et transports

Deux formats de cartons sont pris en charge par le titulaire :

- Le format utilisé par l'ANCT : de type Dimabs, répondant aux normes adoptées par les Archives nationales.
- Le format utilisé par le titulaire : Ces cartons doivent respecter les normes de sécurité incendie. Dans le cas où l'ANCT veut utiliser les cartons proposés par le titulaire, celui-ci lui fournit au cout indiqué dans le BPU. Le titulaire procède à la livraison des cartons d'archivages commandés dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la validation du devis par l'ANCT.

Avec ces cartons, soit les services de l'ANCT soit le titulaire constituent les cartons d'archives sur lesquels sont apposés le cas échéant un code barre, et réalise un inventaire du contenu de chaque carton dans un format informatique standard et exploitable mentionnant notamment le descriptif, les dates extrêmes, service producteurs, cote.... Une copie de l'inventaire est transmise aux deux parties.

A la demande de l'ANCT (par mail, téléphone ou fax) et dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la validation du devis par l'ANCT, le titulaire procède à l'enlèvement des cartons d'archives à externaliser. Il assure la manutention à l'intérieur des locaux de l'ANCT ou des prestataires actuellement en charge de l'archivage, le chargement et le transport vers le lieu de stockage, le

déchargement et toutes les manutentions nécessaires à l'entrée en stock ainsi que le référencement par le biais de la saisie informatique des cartons d'archives confiés.

Les archives seront transportées dans les véhicules du titulaire dont les compartiments de transport offrent toutes les garanties de sûreté, de sécurité et de confidentialité. Le titulaire fournit un bon d'enlèvement ou de transport au départ et à l'arrivée des cartons. Le titulaire peut être amené à fournir du matériel pour la logistique :

- le matériel roulant (servante et chariot) et le matériel de surélévation sécurisé (type 2 marches) ;
- le matériel bureautique courant nécessaire à la réalisation de la prestation (crayons, stylos, feutres indélébiles), les gants, les étiquettes, le papier bulle et les enveloppes kraft ;
- le matériel informatique, téléphonique et connectique (connexion Internet, clé 4G...) ;
- l'équipement vestimentaire et sanitaire nécessaire au travail de traitement d'archives (blouses, gants, masques, lunettes de protection...).

Le tableau de récolement précise le contenu des champs suivants :

- Service producteur :
 - Direction
 - Servie
- Description*
- Numérotation avec l'ancienne cotation et la nouvelle cotation (le cas échéant)
- Année de début et de fin des documents du dossier*
- Observations (tout élément pouvant aider la compréhension du dossier)
- Année d'entrée en conservation (reprise des dates de l'ancien titulaire)
- Etat

*Ces informations ne sont pas disponibles pour les archives issues du site de stockage de Gondecourt (59147) et ne sont donc pas intégrées au tableau de récolement.

L'ANCT transmet au titulaire les inventaires existants.

4.8 Opération de reconditionnement

Le reconditionnement en boîtes d'archives ne sera pas systématique. Toutefois, il sera obligatoire pour les boîtes en mauvais état de conservation.

Lorsque les dossiers ont été reconditionnés, le titulaire s'assurera que l'analyse sommaire du contenu corresponde au nouveau conditionnement, et procédera à toute modification dans le tableau de récolement, le cas échéant.

4.9 Opération de traitement d'archives définitives

Sur demande de l'ANCT, le titulaire procède à la préparation de versement pour les Archives nationales dans le cadre d'opération d'échantillonnage.

Ces opérations d'échantillonnage concerneront entre 597 et 613 ml d'archive et à titre indicatif l'extraction et le traitement pour une conservation définitive en boîte dimab d'environ 5 % des dossiers. Elles seront réalisées selon le Cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives publiques¹. Le tri matériel, le reconditionnement et la cotation sont réalisés selon les exigences du Vadémécum des entrées d'archives publiques aux Archives nationales²

Pour la réalisation de la prestation, l'ANCT transmettra au titulaire une liste de boîte d'archives à sortir et une liste de dossiers à extraire de ces boîtes d'archives. Deux opérations seront réalisées par le titulaire :

¹ https://francearchives.gouv.fr/fr/circulaire/CADRE_METHODO_2014_07

² <https://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/collecter-decrire-conserver-numeriser-perenniser/collecter>

- D'une part le titulaire reconditionne en boîte d'archives de type Dimab, les dossiers extraits et réalise un inventaire selon les normes archivistiques.
- D'autre part, les boîtes d'archives sorties après extraction des dossiers seront éliminées, sur présentation du visa d'élimination de la Mission des archives compétente

Des réunions seront programmées entre l'ANCT et le titulaire pour cadrer la prestation : au moins une réunion préparatoire, une réunion de suivi du traitement et une réunion de validation en fin de prestation, ces points pourront être réalisés en visioconférence. Le titulaire précisera en début de prestation le délai de traitement des archives.

Dans le cadre du traitement le titulaire tient une grille de suivi de l'avancement du traitement et de concordance avec les dossiers extraits et reconditionnés en Dimab. Le titulaire pourra faire au cours du traitement des propositions d'éliminations. Le projet de plan de classement, est soumis à validation de l'ANCT, ainsi que l'instrument de recherche, réalisé avec la feuille de style Sosie conforme aux attendus des Archives nationales.

Les documents sont transmis sous format électronique et dans un format réutilisable.

L'ANCT transmet au titulaire la cotation à utiliser pour les étiqueter les Dimab et pour l'inventaire.

L'ANCT valide l'inventaire des dossiers extraits en transmettant la demande d'élimination des boîtes d'archives sorties pour la réalisation de l'opération accompagnée d'un visa de la Mission des archives compétente. Un certificat de destruction est transmis à l'ANCT ainsi qu'un état des stocks à jour à l'issue des opérations.

Le titulaire doit pouvoir certifier employer pour la réalisation de ces opérations du personnel qualifié et ayant reçu une formation spécifique actualisée pour assurer l'ensemble des opérations : titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des archives, maîtrise des normes de description des archives, maîtrise de SOSIE.

Le titulaire doit disposer de locaux adaptés, indiquer leurs lieux et apporter les garanties de sécurité et de confidentialité pour la réalisation de ces opérations.

L'ANCT peut demander la livraison d'archives traitées et reconditionnées en Dimab soit sur le site des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine soit dans ses locaux

L'ANCT pourra demander des opérations d'identification, de traitement et reconditionnement pour archivage selon les normes archivistiques et spécifications des Archives nationales. Ces opérations seront précisées et feront l'objet d'un cadrage spécifique entre l'ANCT et le titulaire.

Le titulaire prévoit la possibilité d'avoir plusieurs niveaux de traitement des archives, selon la complexité et l'homogénéité du fonds.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI

5.1 Modalités d'exécution

Le titulaire prend acte de ce que les archives qui lui sont confiées sont des archives publiques au titre de l'article L.211-4 du code du patrimoine modifié par la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 sur les archives et qu'à ce titre, une réglementation spécifique s'applique.

L'article L.211-4 du code du patrimoine définit clairement les archives publiques. Ce sont les documents qui procèdent de l'activité dans le cadre de leur mission de service public, de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des autres personnes morales de droit public ou des personnes privées chargées d'une telle mission, ainsi que les répertoires des officiers publics ou ministériels.

La conservation des archives est organisée dans l'intérêt public, tant pour les besoins et les justifications des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées que pour la documentation historique de la recherche (article L211.2 du code du patrimoine).

Le ministère de la Culture et de la communication (Service interministériel des Archives de France) exerce un contrôle sur l'ensemble des archives publiques.

L'externalisation des archives publiques est régie par les articles L212-4 et R212-19 à 22 du Code du patrimoine. Elle est soumise à déclaration préalable auprès de l'administration des archives et les titulaires doivent désormais être agréés (agrément délivré par arrêté du ministre chargé de la Culture).

Les archives confiées au titulaire sont des archives publiques courantes ou intermédiaires. A ce titre, elles sont imprescriptibles et inaliénables et demeurent soumises au contrôle scientifique et technique de l'administration des archives, représentée par la Mission des archives compétente pour l'ANCT.

Il est mentionné que l'ANCT doit pouvoir disposer de ses archives, à tout moment, pour répondre à tous besoins administratifs.

Le titulaire doit fournir la certification NF Z40-350 s'il en est détenteur.

Le titulaire est soumis à l'ensemble des dispositions résultant des articles 1927 à 1944 du code civil.

L'ANCT est soumis à l'article 1947 du code civil.

Il est toutefois stipulé que le droit de rétention des archives dont dispose le titulaire en application de l'article 1948 ne peut en aucun cas s'exercer pour les archives publiques.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de gestion des archives publiques. Il assurera la protection des archives qui lui sont remises à l'égard des tiers ou de tout événement matériel. Ces locaux doivent être sécurisés contre les intrusions, les dégâts des eaux et les incendies.

En cas d'évolution de la réglementation, il devra prendre toutes dispositions pour se conformer aux nouvelles prescriptions et en informer l'ANCT dans un délai de deux mois à compter de la date d'effet.

Le titulaire s'engage à communiquer, sur demande de l'ANCT, le diagnostic technique amiante des sites abritant les archives externalisées par l'ANCT dans le cas où la date de construction du site de stockage serait antérieure au 1er juillet 1997. Ce diagnostic sera joint à l'offre du titulaire.

5.2 Suivi

Le présent marché est suivi à l'ANCT par la mission des archives de l'ANCT et le Bureau des moyens généraux et logistiques

La mission des archives de l'ANCT répond à toute question d'ordre technique et organisationnel et est le relais pour toute question administrative qui pourrait se poser en cours d'exécution.

Le titulaire désigne :

-Un correspondant permanent identique à celui présenté dans son offre. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre.

-Un correspondant chargé du suivi administratif de l'accord-cadre, notamment pour la gestion des facturations.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée de l'accord-cadre. En tout état de cause, il appartient

au titulaire de maintenir, pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre, notamment son offre.

5.3 Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée par l'ANCT avec le titulaire et l'équipe dédiée à la réalisation des prestations dès la notification du marché. Lors de cette réunion seront établies les modalités précises de travail et de collaboration avec la mission des archives conformément aux dispositions du CCP.

5.4 Réunion de suivi

Des réunions de suivis des deux marchés, téléphoniques, en présentiel ou encore sous forme de vidéoconférences, sont organisées par l'ANCT, avec le titulaire, en tant que de besoin.

5.5 Modification dans l'équipe affectée à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à ce que l'équipe proposée fasse preuve de disponibilité et de stabilité dans sa composition.

En cas d'empêchement de l'agent (ou de l'équipe) affecté à l'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à le ou la remplacer dans un délai de 2 jour ouvrable, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent ou une équipe justifiant de compétences d'un niveau équivalent, et cela sans supplément de prix.

De même, le titulaire s'engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l'équipe chargée de l'exécution de la prestation qui viendrait à être défaillant. Ce remplacement se fait sans modification de prix.

En cas de non proposition de remplaçant successive et répétée par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'ANCT, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.6 Devis

Lors de la survenance d'un besoin, l'ANCT adresse une demande de devis au titulaire. La demande décrit les prestations

Le devis établi par le titulaire mentionne :

- le périmètre d'intervention,
- le nombre de mètres linéaires,
- le tarif HT et TTC établi conformément au BPU,
- la date de début d'exécution,
- le délai d'exécution,

L'ANCT, sur la base des éléments quantifiés et évalués, envoie un bon de commande au titulaire : c'est ce dernier qui aura valeur contractuelle et qui constitue le déclencheur de la prestation.

ARTICLE 6. BONS DE COMMANDES

Les prestations à bons de commandes s'effectuent au fur et à mesure des besoins. Ces bons de commande sont envoyés au titulaire du marché par l'ANCT par envoi électronique (mail)

Aucune prestation sur bons de commandes ne peut commencer avant la réception par le titulaire d'un bon de commande.

Les bons de commande comportent les mentions suivantes:

- ☐ La désignation des parties contractantes (nom et adresse),
- ☐ L'intitulé du marché,
- ☐ Le n° CHORUS,
- ☐ Le n° du bon de commande,
- ☐ Les prestations facturées
- ☐ Le montant HT de la prestation,
- ☐ Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- ☐ Le montant TTC.

La durée d'exécution du bon de commande ne peut excéder de 3 mois la date d'expiration du marché.

S'il s'avère nécessaire d'apporter des modifications sur un bon de commande avant son exécution, celles-ci interviennent par écrit (courriel, fax, courrier) dans un délai raisonnable.

ARTICLE 7. PRIX

Le montant du présent marché ne peut excéder le montant maximum du seuil de la procédure adaptée fixé, pour les services spécifiques, à 750.000€ HT.

Le budget estimatif annuel du présent marché est de 24.000 € HT.

Les prix sont réputés comprendre toutes les taxes, frais annexes, toutes charges fiscales ou autres inhérentes aux prestations.

Les prix sont conclus à prix unitaire et complet en euros H.T et TTC comme indiqués dans le BPU.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres, indiqué dans l'Acte d'engagement.

Ils sont fermes pendant toute la première année d'exécution des prestations.

Hors cas de force majeure ou d'imprévision, ils sont ensuite révisibles, à la hausse comme à la baisse, conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du code de la commande publique et dans les conditions exposées ci-dessous.

Formule de calcul :

$$P = P0 \times (\text{indice 1} / \text{indice 0})$$

Avec :

P = prix révisé

P0 = prix établi à la date de remise des offres ou dernier prix révisé et applicable

Indice 0 = dernier indice SYNTEC connu à la date limite de remise des offres (pour la première révision) ou indice pris en compte à la dernière révision des prix,

Indice 1 = dernier indice SYNTEC connu à la date de la demande de révision des prix.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à compter de la date anniversaire du marché.

Les derniers indices connus sont ceux publiés prioritairement au JO ou dans un journal de référence tel que le Moniteur ou équivalent. Le titulaire lors de l'établissement de sa demande joint obligatoirement la source de l'information lui ayant permis de réaliser la révision de prix.

Nota : à titre exceptionnel et dérogatoire à la présente clause, dans l'hypothèse d'une demande de révision formulée en dehors de la périodicité autorisée, l'indice 1 à prendre en compte est le dernier indice connu à la date anniversaire de l'accord-cadre.

La révision peut intervenir à la demande exclusive du titulaire. Elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) ou adressée par courriel et au plus tard 30 jours avant l'application des nouveaux prix.

Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée avec notamment la formule citée au-dessus.

Toute demande de révision réceptionnée par l'ANCT postérieurement au délai indiqué ci-dessus pourra être rejetée.

Il appartient au Titulaire de communiquer à l'ANCT une nouvelle annexe financière avec les prix révisés mentionnant notamment les variations en pourcentage dans les lignes.

L'application de la révision porte sur l'ensemble des références, les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués. En cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date d'émission du bon de commande.

Les nouveaux tarifs, régulièrement acceptés, s'appliquent de plein droit sans avoir à être constatés par avenant.

ARTICLE 8. FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Modalités de facturation

Le titulaire procède à la facturation dans les conditions définies au présent marché en tenant compte des modalités de règlement (article 8.2)

8.1.1 Facturation des bons de commande à terme à échoir

La facture est établie en un original et une copie comportant outre les mentions légales, les indications suivantes :

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse)
- le numéro d'EJ, l'intitulé de l'accord cadre, n° de l'unité d'œuvre
- La date et la référence de la facture,
- Les prestations facturées avec leur montant,
- Le montant total H.T,
- Le montant total T.T.C,
- Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- Le numéro de compte bancaire, conforme au RIB produit par le titulaire

Cette facturation mentionne la période trimestrielle à échoir. Le titulaire procède à 4 facturations annuelles.

8.1.2 Facturation des bons de commande à terme échu

La facture est établie en un original et une copie comportant outre les mentions légales, les indications suivantes :

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse)
- le numéro d'EJ, l'intitulé de l'accord cadre, n° de l'unité d'oeuvre
- La date et la référence de la facture,
- Les prestations facturées avec leur montant,
- Le montant total H.T,
- Le montant total T.T.C,
- Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- Le numéro de compte bancaire, conforme au RIB produit par le titulaire

8.2 Modalités de règlement

Par dérogation aux articles R.2191-20 et suivants du code de la commande publique relatif aux acomptes, le paiement des sommes dues au titulaire au titre du présent marché est effectué :

- A terme à échoir pour les 2 UO du BPU inscrites sous le chapeau « *UNITES RECURRENTES/TRIMESTRIEL* ». Le paiement de ces UO se fait trimestriellement, de telle manière que le 1^{er} jour du trimestre à échoir entraîne l'émission d'un bon de commande par l'ANCT.
-
- A terme échu pour les toutes les autres UO du BPU après la réalisation des prestations demandées et validées par l'ANCT. Le service fait vaut acceptation des prestations.

8.3 Envoi de la demande de paiement

Les factures devront être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants :

- **Identifiant « service » de l'ANCT : 13002603200016**
- **le code service « SFACT » (service facturier de l'ANCT)**

Les factures devront être **adressées** via la plateforme de facturation CHORUS PRO si le Titulaire est établi en France.

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

Pour mémoire, l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 impose une obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à compter du :

-1er janvier 2020 : pour les microentreprises.

Les factures ne doivent être transmises qu'après validation des prestations par l'ANCT. Aucun paiement ne peut être effectué si les livrables ne sont pas conformes. Dans ce cas, les factures sont rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

Le mode de paiement est effectué exclusivement par virement sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB ou RIP fourni par le titulaire.

Adresse postale du comptable assignataire :

ANCT – service facturier – Cité Marianne – 2 boulevard de Strasbourg – 59000 LILLE

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de la convention par la personne publique aux torts exclusifs du titulaire.

8.4 - Délais de paiement

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 modifié par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 le délai global de paiement des factures ne peut excéder 30 jours. En cas de retard de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à en faire la demande, au versement d'intérêts moratoires dont le taux est celui du taux de refinancement de la banque centrale européenne (BCE), augmenté de 8 points et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

8.5 - Nantissement ou cession de créances

Le titulaire et/ou le(s) sous-traitant(s) bénéficiant du paiement direct peuvent nantir ou céder les créances résultant du présent marché conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 et R. 2193-22 du code de la commande publique.

8.6 Vérification et décision en résultant

Les opérations de vérification de l'exécution des prestations et la décision résultant de ces opérations, à savoir l'admission, la réfaction, l'ajournement ou le rejet sont exécutés conformément aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS

8.7 Sous-traitance

Conformément aux dispositions fixées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut faire sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu de l'ANCT l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de ses/leurs conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté, le cas échéant, le titulaire transmet à l'ANCT un document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant concerné, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 3 000 du montant hors TVA de l'accord-cadre ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés ou, à défaut du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

8.8 Groupement d'opérateurs

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, **si les documents particuliers de l'accord-cadre le prévoient**, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le titulaire exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 9. ASSURANCES

Le titulaire déclare avoir souscrit auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurance des polices couvrant les dommages pouvant affecter les archives conservées dans ses entrepôts, en cas d'incendie, explosions, dégâts des eaux, tempêtes, catastrophes naturelles, et attentats ou actes de

terrorisme ou de sabotage. Le titulaire déclarera également être assuré pour les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle pouvant lui incomber, en raison de dommages matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers par suite de perte, détériorations ou vol des archives qui lui sont confiées. Le titulaire s'engage enfin à faire exclure du champ d'application de la clause de délaissement de ses contrats d'assurance les archives publiques qui lui sont confiées. En cas de détérioration ou de destruction (hors cas prévu à l'article du présent CCP), les frais de restauration restent à la charge du titulaire.

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'ANCT à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie en indiquant notamment la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS DE RESERVE ET SECRET PROFESSIONNEL

10.1 Obligation de réserve

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations de l'accord-cadre ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

En cas de violation de cette obligation, L'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

10.2 Protection des données personnelles

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers de l'accord-cadre précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution de l'accord-cadre.

Les documents particuliers de l'accord-cadre précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 11 du CCP.

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers au présent marché (y compris son personnel non affecté à la présente mission), pour toutes les prestations et informations qui lui sont confiées ou dont il viendrait à avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engagera, dans un document dénommé « Procès-verbal de destruction de données » et certifiera à l'issue de l'accord-cadre, la destruction irréversible de l'ensemble de données à caractère personnel auxquelles la société du prestataire aura eu accès dans le cadre de l'accord-cadre et qu'elle détient sous quelques formes et supports que ce soit.

Le titulaire peut avoir accès à des données à caractères personnel pour l'exécution des prestations ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte de l'ANCT. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché dans les conditions fixées par l'agrément prévu à l'article R. 212-25 du code du patrimoine.

L'ANCT et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit «

règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage à :

- ☐ traiter les données uniquement pour les prestations demandées dans le cadre du présent marché;
- ☐ garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- ☐ prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données » (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- ☐ à la demande de l'ANCT de mettre à disposition l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles.

Le titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le titulaire définit et met par ailleurs en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes.

ARTICLE 11. RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

11.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

11.1.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité

11.1.2 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité. 1er avril 2021 journal officiel de la république française

11.1.3 Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution de l'accord-cadre, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucunes indemnités.

11.2 Résiliation pour événements liés au marché

11.2.1 Difficulté d'exécution de l'accord cadre

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant de l'accord-cadre, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché.

11.2.2 Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur dans le cadre des articles 17 et 22 du CCAG-FCS ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du présent accord-cadre ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-FCS, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;
- k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
- l) L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution de l'accord-cadre ;
- m) Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- n) Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre, s'avèrent inexacts ;
- o) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 3.4.3., à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

11.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du

montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, de 5 %. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre. Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

ARTICLE 12. PENALITES

12.1 Pénalités de retard

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

12.2 - Pénalités pour mauvaise exécution

Conformément à l'article 29 du CCAG-FCS, si après demande dûment motivée de l'ANCT, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes du pouvoir adjudicateur telles que définies dans les documents contractuels et dans les relevés de décisions issus des réunions entre l'ANCT et le titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées, le titulaire peut présenter ses observations.

12.3 – Pénalité pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, une pénalité sera appliquée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail. L'ANCT, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation dans le délai mentionné dans le courrier de mise à demeure envoyé par l'ANCT. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte au Programme Nouveaux lieux, Nouveaux liens la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € HT par jour ouvré de retard.

ARTICLE 13. CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE <ET PLATEFORME E-ATTESTATIONS

13.1 Changements affectant le statut :

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de notifier sans délai, via la plateforme <https://www.e-attestations.fr> de l'ANCT, toutes modifications ayant une incidence sur le statut de la société survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à l'adresse de l'entreprise ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité et généralement tout changement ayant une incidence sur le fonctionnement ou le statut de la société.

Le titulaire est aussi tenu de communiquer, sans délai et par écrit à l'ANCT, les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à ces dispositions, le titulaire est informé que l'ANCT ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou tout autre document fourni par le titulaire, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont l'ANCT n'aurait pas eu connaissance.

13.2 Attestations :

Conformément aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ANCT, à l'adresse <https://www.e-attestations.fr>

Le dépôt des pièces sur la plateforme e-attestation par le titulaire est obligatoire.

ARTICLE 14. REGLEMENT DES LITIGES LIES AU MARCHE

En aucun cas, les contestations survenant entre le Pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt, définitif ou momentané, des prestations prévues dans le contrat.

Les tribunaux français sont seuls compétents. Tout litige éventuel issu de l'application du présent accord-cadre est soumis, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent.

En application des articles L. 2197-1, L. 2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourront être saisis par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toutes actions introduites en justice en violation de la présente clause seraient déclarées irrecevables.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG

L'article 12 « Pénalités de retard » déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.